



60% de la main-d'œuvre dans l'agriculture familiale est féminine



22 Nov - 9 Déc 2019 16^{ème} Foire Internationale de LOME
Foire de toutes les opportunités

Thème : Le E-commerce pour une forte expansion des échanges

+1000 EXPOSANTS
300 000 VISITEURS

Centre Togoais des Expositions et Foires de Lomé
BP: 10036 Lomé - Togo Tél: (00228) 99 44 82 83 / 90 31 / 6 3/

www.cotof.tg



LIBERAL

Bihebdomadaire Togolais d'Information, d'Analyse et d'Opinion

N° 0450 du Mercredi 13 Novembre 2019 - 250 F CFA / Etranger 1€

Secteur touristique au Togo :

La renaissance... P.7



Togo :

Le MIFA, l'engagement du gouvernement et du secteur privé pour l'agriculture P.6

Prévention des conflits et violences, et de protection des droits de l'homme et de l'enfant :

La presse togolaise s'engage à travers une charte P.9



A défaut d'un candidat unique de l'opposition :

Kpodzro brandit une plateforme revendicative P.3

Journées Portes Ouvertes

DOSI | Délégation à l'Organisation du Secteur Informel

A partir du 11 novembre 2019

SECRETARIAT D'ETAT CHARGÉ DE L'INCLUSION FINANCIÈRE ET DU SECTEUR INFORMEL
COOPÉRATION À L'ORGANISATION DU SECTEUR INFORMEL (COSI)

PND
Plan National de Développement
#Axe3



2 Actualité

Pharmacies de garde à Lomé

Du 11 au 18 Novembre 2019

JEANNE d'ARC: Près de MaroxRenaultStar 22 22 08 01

ETOILES: 10 Av. Nouvelle Marche 22 21 88 47

OCEANE: Rue OCAM 22 22 62 77ECLAIR: Bè Ahligo, près du Marché 22 22 75 11

TULIPE: Bd NOTREDAME des Apôtres Bè 22 21 07 22

HORIZON: 165, boulevard du 13 janvier Nyékonakpoè. Face Sapeurs Pompiers à côté de l'immeuble A.AC. 22 20 42 42

AVE MARIA: Face ENSF (Ecole Nationale des Sages Femmes), près du CHU Tokoin 22 22 33 01

CAMPUS: Adewi 22 21 56 32

LIBÉRATION: Avenue Libération prolongée 22 22 25 25

PROSPÉRITÉ: Située sur le Bd Eyadéma entre l'immeuble AUBA et la Direction de la Police Judiciaire (DPJ) 23 38 84 25

GBEZE: Boulevard Jean Paul II 22 26 32 61

BAH: Face EPP Hedzranawé 22 26 03 20

St PIERRE: Sagboville Hedzranawe. Boulevard Haho 22 26 19 73

PEUPLE: Marché NUKAFU 22 26 84 22

UNION: Boulevard Malfakassa, face crèmerie BAMUDAS BE KPOTA 22 27 71 640

GRAIN D'OR: Carrefour Zorrobar, Grand contournement 22 70 06 90

ADIDOGOME: Face au camp 2ème RI d'Adidogomé 22 50 54 85

SILOE: Carrefour Aflao Apédokoe Atigangomé 90 80 26 39

ACTUELLE: Route de Ségbé; Quartier Sagbado Adidogomé 22 51 11 72

St JOSEPH: Bretelle BE KLIKAME 22 25 74 65NATION: Face ancien Marché TOTSI 22 25 99 65

ENOULI: Station d'Agbalepedogan 22 25 90 68

LAUS DEO: Route de Léo 2000, face clinique Besthesda quartier Adidoadin 22 25 15 05

ARCENCIEL: AgoèTélessou, à 50m du Carrefour Margot 70 42 50 00

MAINA: A 500m du carrefour Y sur la voie expresse non loin du Centre MédicoChirurgical Source de Vie Avédji 70 43 65 34

St MICHEL: Située à Agoenyivé entre la Brasserie BB et l'espace Télécom 22 51 70 22

St ESPRIT: Sur la bretelle AgoèNyivé Kégué, Face au CEG AgoèEst 70 40 29 06

APOU ANTOINE: Boulevard Lycée AgoèNyivé Agoè-Assiyéyé 22 19 12 15

DIVINA GRACIA: Quartier AgoèFiovi, Rond point Cool Catch (ancien carrefour BafanaBafana) 93 83 91 00

EXCELLENCE: Agoe Demakpoe Voie CEDEAO 22 51 77 87

TCHEP'SON: Face Terminal du sahel (Togblékopé) 70 42 94 41

SANGUERA: Près du Lycée de Sanguera 70 42 80 80

La FLAMME: D'AMOUR Sise à Agodeke route d'Aného 70 45 70 14

LE DESTIN: A côté de l'Agence ECOBANK de Baguida 70 41 15 41

Prompt Rétablissement

LE LIBÉRAL, disponible chaque semaine chez votre marchand de journaux

Gospel / Testimony :

Zizka rend témoignage à Dieu ce 23 novembre à travers son premier album

Un nouvel album vient enrichir la famille du gospel togolais ce 23 novembre. Dénommé « *Testimony* », ce qui veut dire témoignage, il est le fruit de Zizka, un jeune talent local qui y conjugue plusieurs variétés musicales.



Pour l'auteur de ce bijou promoteur, l'œuvre vient rendre grâce à la magnificence de Dieu et vient exhorter les hommes à l'imiter.

« Dieu qui est notre créateur ne s'est pas limité et ne le fera jamais. Pourquoi nous sommes à son image devons-nous le faire. A travers cet album, j'essaie de partager la vision du Dieu que j'adore, un Dieu sans limite et aux pouvoirs incommensurables. Chacun est un témoignage vivant, une histoire de grâce à raconter. Je raconte la mienne dans ce premier album », a confié Zizka à

nos micros.

L'œuvre est composée de 17 titres de plusieurs variétés en l'occurrence, le reggae, le Rapp, le soul, le RnB, l'adoration, la louange, ... avec à la clé deux featuring avec les artistes comme Omar B et Isabella qui réside en Allemagne. Avec des titres comme Testimony, la femme, Ewoe, ..., Zizka aborde des thèmes cruciaux de la vie, d'espoir, d'amour, de paix et d'humanisme.

De son vrai nom Ablam Mawulolo Kpotossou, l'artiste a sorti son 1er single « mawu-gan » en 2012 pour témoigner la grandeur de l'Eternel. Il s'impose en 2013 et confirme son talent et sa puissante voix avec le

titre « ewoyé » chanté avec Omar B. Il chante en 2016 « Game over » puis « Hommage aux femmes » en 2017. Depuis 2018 il lance une nouvelle vague de single à partir du titre « blessed ». La sortie de « oyé » le 07 janvier 2019 suivi de « MyTestimony » et « Ma Femme » ont marqué avec précision sa volonté de sortir un 1er album.

Plusieurs artistes de la chanson togolaise viendront prendre part à la consécration de ce prometteur talent du gospel. Il s'agit notamment de G.Will, Moise, Precious et Kaleef ce 23 novembre à l'agora Senghor de Lomé où tous les Togolais sont conviés.

Démocrate



A défaut d'un candidat unique de l'opposition :

Kpodzro brandit une plateforme revendicative

A lors qu'on s'attendait à ce que l'ancien Evêque de Lomé sorte de son mouchoir tel un prestidigitateur le nom du fameux candidat unique de l'opposition tant proclamé, c'est plutôt une plateforme revendicative que Kpodzro et ceux qui ont bien voulu l'accompagner dans son projet ont rendu public hier mardi. C'est en bref le résultat de plusieurs rencontres organisées par le prélat au péril de sa santé. Sorti d'un malaise qui a failli l'achever, l'infatigable combattant pour l'alternance en 2020 a trouvé l'occasion de rendre utile ses multiples rencontres avec certains partis politiques de moindre importance et quelques organisations de la société civile.



Ces rencontres initiées par Mgr Kpodzro avaient pour objectif premier d'amener les acteurs de l'opposition à s'entendre sur un candidat unique des « forces démocratiques ». Plusieurs noms ont circulé au cours de la semaine mais au finish la montagne n'a accouché que d'une souris. On peut dire bredouille pour

Fanoko Kpodzro qui n'aura pas réussi à fédérer toutes les forces de l'opposition dans la perspective de l'élection présidentielle de 2020. Qu'à cela ne tienne le papi pour garder la face se dissimule derrière une plateforme revendicative dans laquelle il demande l'arrêt du processus électoral en cours, demande l'instauration d'un dialogue républicain entre le pouvoir et ce que le prélat qualifie de forces démocratiques en vue de

« créer les conditions d'un scrutin présidentiel transparent organisé dans un climat sociopolitique apaisé » La fameuse plateforme évoque d'autres mesures notamment, un réaménagement de la CENI et de ses démembrements, la recomposition de la cour constitutionnelle, le déploiement en nombre suffisant d'observateurs électoraux nationaux et internationaux dès le début du processus

électoral. La plate-forme revendicative de Kpodzro fustige également le vote par anticipation des forces de défenses et de sécurité pour finir la plateforme appelle à un vaste mouvement citoyen pour la réalisation de l'alternance en 2020.

Qu'en est-il de la candidature unique des forces démocratiques, le prélat semble ne plus s'intéresser, la mission devient difficile voire impossible.

Il faut rappeler qu'à ce jour, près d'une dizaine de candidatures sont déjà déclarées. Parmi celles-ci, des ténors de l'opposition comme Jean-Pierre FABRE, Agbeyomé Kodjo, Gerry Taama. ■

P.F.

Démission de Jean Emmanuel Gnagnon :

Malaise ou ambition présidentielle?

Jean Emmanuel Gnagnon n'est plus membre des Forces Démocratiques pour la République (FDR). Dans un posting sur sa page Facebook, l'homme informe l'opinion de sa décision de quitter le parti de Me Dodji Apévon. Jusque là Secrétaire national chargé à la communication du parti, ce jeune universitaire plein d'engagement citoyen dit vouloir prendre sa distance vis-à-vis de toute officine politique afin de répondre à ce qu'il appelle « un devoir de génération ». S'agit-il d'un malaise au sein du parti ou d'une ambition présidentielle à l'approche du scrutin de 2020?

Depuis quelques jours, Jean Emmanuel Gnagnon n'est plus à son poste de Secrétaire national chargé à la Communication aux FDR de Me Dodji Apévon. Lui qui était depuis la création du parti en 2016, un des jeunes lieutenants de l'avocat. L'homme a décidé de changer de cap à quelques mois de la présidentielle de 2020.

De quoi s'agit-il exactement ? Sur sa page facebook, le jeune universitaire a préféré entretenir le flou sur le sujet en déclarant vouloir répondre à un appel citoyen et à un devoir de

génération. « Après avoir longuement réfléchi, et ayant pris conscience des nombreuses limites du système politique actuel dans notre pays, j'ai pris la difficile et grave décision de prendre ma liberté vis-à-vis de tout carcan politique afin de pouvoir répondre à un appel citoyen et à un devoir de génération... Je garde ma part d'héritage de l'idéologie politique humaniste, fédératrice et progressiste des FDR, des valeurs d'amour, de liberté, de travail et de justice de ces militants », a-t-il posté sur

sa page Facebook en fin de semaine dernière.

Et comme d'habitude dans ces genres de situation, les observateurs de la vie politique du pays se posent pas mal de questions au sujet de l'avenir du natif de Yoto. Y a-t-il un malaise au sein du parti au point qu'il soit obligé d'aller voir ailleurs ? Quel avenir se prépare-t-il dans l'espace public national ? Nourrit-il l'ambition de se positionner pour la présidentielle de l'année prochaine ? Pour l'heure, aucune réponse exacte à ces interrogations à notre disposition.



Cependant, les murmures prennent place au sein de l'opinion et les indiscretions lui prêtent l'intention de vouloir déclarer sa candidature pour l'échéance présidentielle de 2020. Contacté, l'un de ses proches nous confie cette thèse à travers la confidence suivante.

« Dr. Gnagnon veut prendre son indépendance vis-à-vis des FDR et de son mentor afin de pouvoir se déclarer candidat pour le scrutin de l'an prochain. Il ne veut plus poursuivre son aventure politique avec Me Apévon », nous a-t-il confié sous l'anonymat.

Désormais, Jean Emmanuel Gnagnon quitte l'ombre des FDR et s'apprête donc à

jouer en solo. Même s'il est vrai que le Coordonnateur adjoint du Mouvement Les Sentinelles de la République n'a pas encore la carrure politique nécessaire pour se détacher de sa formation et suspendre son apprentissage politique, il est à avouer que l'homme, en sa qualité d'universitaire, dispose quand même des compétences intellectuelles indéniables qui peuvent lui permettre de se faire une place dans le paysage politique national.

Mais la question qui se pose est de savoir quelle sera désormais sa ligne de conduite ? Les jours à venir, nous édifieront davantage sur ses réelles intentions. ■



4 Actualité

Le Togo classé dans le Top 10 des pays les plus ouverts aux citoyens africains en 2019, (rapport BAD)

Pour la deuxième année consécutive, le Togo est classé dans le top 10 des pays les plus ouverts aux citoyens africains. C'est ce que révèle le dernier rapport de l'Indice d'ouverture sur les visas en Afrique, de l'institut « Africa Visa Openness report 2019 ».

Le document publié lundi, lors de l'Africa Investment Forum organisé par la Banque africaine de développement (BAD) à Johannesburg place le Togo à la 9ème place continentale et dans la sous-région, derrière ses voisins béninois et ghanéen.

Ce classement honorable matérialise les initiatives prises par le gouvernement avec, par exemple, les facilités accordées dans la délivrance des visas, afin de booster davantage le

secteur touristique et les échanges.

De façon globale, le rapport souligne que les pays africains sont de plus en plus ouverts aux visiteurs de tout le continent. Ainsi, pour la première fois depuis 2016, les Africains peuvent voyager en moyenne vers plus de 27 pays sans visa ou avec un visa à l'arrivée, soit un accès libre à 51% du continent.

Plus précisément, ils n'ont plus besoin de visa pour se rendre dans 25 % des pays (25 % en 2018, 22 % en

2017, 20 % en 2016), et peuvent désormais obtenir un visa à leur arrivée dans 26 % des autres pays (contre 24 % en 2018 et 2017, et 25 % en 2016).

Selon la Banque panafricaine, pour aller de l'avant, « la promotion d'une plus grande ouverture des visas en Afrique aidera à tirer parti des gains qui seront réalisés grâce au lancement de la Zone de libre-échange continentale africaine, du Marché unique africain du



transport aérien et du Protocole sur la libre circulation des personnes. » Des initiatives auxquelles le Togo est partie prenante.

Dans la course vers cet objectif, Lomé a pris la mesure des enjeux, bien que des efforts restent à fournir pour hisser le pays aux rangs du Bénin, libre d'accès à tous les voyageurs africains ; ou

encore les Seychelles, le Rwanda, le Sénégal, le Ghana, qui ont, pour la plupart, lancé une plateforme e-Visa.

On notera que les ressortissants des pays africains hors CEDEAO (bénéficiant d'office de la zone d'intégration) peuvent se faire délivrer un visa à leur arrivée au Togo. Seul un pays serait exclu de cette facilitation. ■

Quelle place pour le secteur du tourisme dans le Plan national de développement (PND) ?

La 1ère édition du Forum sur le tourisme togolais s'est ouverte ce mardi 12 novembre 2019 à Lomé. Les activités ont été lancées par le ministre en charge du tourisme, Kossivi EGBETONYO sous le thème, « La place du tourisme dans le Plan national de développement (PND) ».



Kossivi Egbetonyo,
ministre de la Culture,
du Tourisme et des Loisirs

Avec le PND, les pouvoirs publics togolais ambitionnent de faire du pays une nation économiquement, socialement et démocratiquement solide et stable, solidaire et ouverte sur le monde. Et dans l'axe 1 de ce plan de développement, il est prévu de faire du Togo un hub logistique et un centre d'affaires de 1er plan dans la sous-région ouest-africaine.

Dans ce sens, il est attendu

que le développement du secteur touristique fasse du Togo, un grand centre de tourisme d'affaires. Ainsi, la part du tourisme dans la création de la richesse devrait passer de 4% du PIB à 6,2% en 2022, le nombre de visiteurs pour 100 habitants par an devrait évoluer de 3,2% en 2015 à 5% en 2022.

En ce qui concerne les recettes, elles sont projetées à près de 700 dollars en 2022 contre 520 dollars actuellement.

Toutes évolutions qui devront permettre de créer au moins 10 000 emplois décents d'ici 2022. Durant deux jours donc, les acteurs du tourisme au Togo vont ensemble réfléchir sur les stratégies à mettre en œuvre pour l'atteinte de ces différents objectifs susmentionnés.

Dans son discours de circonstance, le ministre du tourisme a tout d'abord rappelé les différents atouts touristiques dont dispose le Togo. « Notre pays dispose d'un important patrimoine touristique composé d'éléments de la nature (mer, plage, lacs, flore, faune et paysages divers...), d'éléments culturels et historiques (sites culturels, historiques et archéologiques, monuments, bâtiments

d'architecture de différentes époques, us et coutumes, fêtes traditionnelles...), le tout doublé d'une tradition hospitalière et d'un art culinaire reconnu », a déclaré Kossivi EGBETONYO.

Il a ensuite insisté sur un défi important à relever dans le secteur. « Il s'agit de la qualité de l'emploi dans les entreprises publiques comme privées, opérant dans le secteur, à savoir, les hôtels, les restaurants, les agences de voyages et de tourisme et les centres de loisirs ». Enfin, le ministre EGBETONYO a convié les participants à mener des réflexions de qualité, qui permettront au secteur touristique de jouer sa partition dans le développement du pays.

Au cours de cette rencontre, les participants auront à suivre plusieurs communications dont un bref rappel des 3 axes du PND, les effets attendus du tourisme dans l'axe 1 du

plan, la contribution du tourisme à l'atteinte des objectifs du PND à travers les 3 axes, le rôle des opérateurs privés du secteur touristique et des secteurs connexes pour l'atteinte des objectifs du PND. Les parts de l'hôtellerie, la restauration, les agences de voyages et de tourisme, les compagnies de transport aérien et terrestre, les loisirs, l'artisanat seront également abordés.

Rappelons qu'en 2018, le Togo avait enregistré 712.000 touristes et se positionne en Afrique de l'ouest comme une destination touristique en pleine renaissance. Les recettes hôtelières ont été de 48 milliards de FCFA et le nombre d'emplois directs, de 8.000 dans le sous-secteur hôtelier. Le Togo était classé au 2ème rang mondial en termes de progression du tourisme d'affaires et de congrès, soit 46% entre 2016 et 2017. ■



Elima, 10 ans après / L'immigration clandestine au cœur du festival :

La CNJE mobilise des milliers d'étudiants sur le phénomène

Un colloque a réuni près de 2000 étudiants de l'Université de Lomé le vendredi dernier autour du thème : « De l'emploi pour les jeunes, une solution contre l'immigration illégale ». A l'initiative de la Coordination Nationale de la Jeunesse Estudiantine, l'événement vient soutenir les 10 ans d'existence de la biennale de la mode « Elima » qui est à sa cinquième édition et dont le thème central tourne autour de la même problématique.

Bodi Daïmou, Président de la CNJE, justifie cette organisation par la vocation de son institution à œuvrer au bien-être de la jeunesse estudiantine plus encline ces dernières années à aller vers « l'eldorado ».

« Ce colloque a servi de cadre propice aux experts impliqués dans la question de l'emploi à l'instar de l'ANPE, de la direction de l'emploi et surtout la diaspora, à expliquer aux

étudiants les dangers, et les souffrances que subissent les jeunes immigrés illégaux africains dans les pays d'accueil en Europe. »

La quête et la trouvaille d'un emploi décent après leurs études, les multiples mécanismes mis en place

par le gouvernement togolais, pour accompagner les jeunes dans l'auto-emploi ont été les grands sujets débattus durant la rencontre qui a

enregistré l'active participation de Limda Awesso, promotrice du festival Elima, ainsi que des stylistes, mannequins professionnels, photographes, blogueurs, accessoiristes venus de 15 nationalités mondiales pour prester et soutenir l'événement.

« J'ai rencontré des jeunes africains en France, dont certains ont migré vers la Turquie, la Grèce et vers d'autres pays européens.



Et je vous jure que dans ce lot de jeunes, plusieurs sont décédés et d'autres sont devenus des malades. Je ne vous demande pas de rester au Togo. Mais je veux que vous voyagiez avec vos diplômes et dans les conditions légales. Chaque personne qui voyage, revient dans son pays avec une richesse soit culturelle, soit intellectuelle. L'occident attire mais il est important d'y aller dans

les conditions requises », a confié la promotrice du festival Elima.

Démarré le jeudi 07 novembre par un défilé de rue, le festival Elima a connu plusieurs activités intellectuelles, culturelles à l'instar d'un atelier fiscal, le colloque de la CNJE, ... Il a connu son apothéose le samedi dernier par "Elima Fashion Night", un défilé de mode glamour et grandeur nature.

Démocrate

Inclusion financière :

Regards croisés sur les portefeuilles à risque

Le secrétariat d'Etat auprès de la Présidence de la République, chargé de l'inclusion financière et du secteur informel a réuni une cinquantaine de Directeurs Généraux des Systèmes Financiers Décentralisés (SFD) du Togo le jeudi dernier dans un atelier technique de réflexion sur les mécanismes de réduction des portefeuilles à risque. Part de créance en souffrance dans l'encours total de crédits ou en d'autres termes des créances non remboursées, et plus connus sous le nom des crédits impayés ou susceptibles de l'être, les portefeuilles à risque constituent à terme des menaces, pour la viabilité et la durabilité des SFD, s'ils ne sont pas bien gérés.



Loin de tirer sur une quelconque sonnette d'alarme quant à l'incapacité des SFD agréés par l'Etat togolais, cet atelier visait beaucoup plus à prendre à bras le corps un problème de société et à réfléchir ensemble avec les acteurs impliqués pour trouver des voies et moyens pour le solutionner. Pour Prince Agbodjan représentant Mme Mazamesso ASSIH, Secrétaire d'Etat auprès de la Présidence de la République en charge de l'inclusion financière et du secteur informel, il s'agit à

travers cette rencontre d'amener les participants à proposer un plan d'actions au regard des causes majeures ressorties, dans la perspective de proposer des solutions durables.

Tobias Gati, Directeur de la promotion de la finance inclusive, a pour sa part, proposé des pistes de solutions aux niveaux macro et méso-économique afin de venir à bout du fléau après avoir posé le diagnostic des causes majeures que sont le manque de professionnalisation des SFD dans la mise en place

des crédits, le non-respect et l'inadaptation des procédures de mise en place de ces crédits par les SFD

« Un contrôle doit être fait sur l'évolution des microfinances, et surtout la gestion au mieux du crédit. L'assise de ce jour vise à permettre à ce que les responsables des SFD puissent réfléchir sur les points soulevés par l'étude, trouver des solutions au niveau macro et méso et au niveau des institutions de microfinance. Il est également indispensable de mener des réflexions devant conduire à la mise en place des actions prioritaires afin de mieux servir et mobiliser les populations qui à leur tour doivent honorer leur engagement en remboursant leur crédit afin d'atteindre l'équilibre en matière de gestion de crédit », a-t-il conclu.

Le président de l'Association Professionnelle des Systèmes Financiers Décentralisés du Togo (APSFD-TOGO), Komi Bassina a saisi ce créneau pour attirer l'attention des institutions de microfinance sur la nécessité de faire face également aux nouveaux défis des mutations profondes qui s'imposent à la profession, au risque de disparaître. Il s'agit entre autres de des enjeux liés à la digitalisation des services, à l'interopérabilité et à l'arrivée de nouvelles sociétés de technologie financière. Une étude diligentée le 03 août dernier par l'APSFD, révèle que 17% des Togolais utilisent les services des SFD. D'après cette étude, les portefeuilles à risque qui étaient de 4,7% en 2012 sont passés 8,1% en 2018. ■

Démocrate



6 Société

Togo : Le MIFA, l'engagement du gouvernement et du secteur privé pour l'agriculture

A la Semaine du secteur privé qui se déroule depuis le lundi 04 novembre 2019 à l'hôtel 2 février de Lomé, se trouve en bonne place le MIFA. Mécanisme Incitatif de Financement Agricole fondé sur le partage de risques, ses bienfaits sont désormais connus par des milliers d'acteurs du secteur agricole qui en ont bénéficié. Devenu MIFA SA après la phase pilote qui s'est achevée en décembre 2018, il est le fruit d'une détermination du gouvernement et des acteurs du secteur privé à booster le financement dans le secteur agricole. Le MIFA a principalement pour missions l'élaboration des politiques adaptées au secteur agricole, l'application des outils de gestion des risques visant à attirer les compétences et acteurs clés par le biais d'incitatifs puis la consolidation des maillons des différentes chaînes de valeur agricoles.

Il vise à promouvoir les produits financiers et assuranciers adaptés au secteur agricole, remédier à la fragmentation des chaînes de valeur agricole et faciliter le partage des risques entre les différents acteurs du secteur agricole. Il ambitionne aussi de fournir une assistance technique aux institutions financières, aux PME/PMI et aux producteurs agricoles autrefois écartés du système

financier.

D'une contribution estimée actuellement à 0.3%, l'apport des banques au financement de l'agriculture et des chaînes de valeur sera porté à 5% au bout de dix (10) ans grâce au mécanisme MIFA. Celui-ci fédère également l'ensemble des acteurs que sont l'Etat, les centres de recherche, les distributeurs d'intrants, les producteurs,

les unités de transformation et structures d'assurance, bancaires et de finance décentralisée afin de générer des emplois décents et massifs pour les jeunes et les femmes puis des opportunités d'affaires pour les PME/PMI.

Pour mieux atteindre ses objectifs, le MIFA fonde ses actions sur cinq piliers. Il s'agit du partage de risques, de l'assurance, de



l'assistance technique, de la bonification du taux d'intérêt et des mesures incitatives.

Ainsi, le mécanisme réduit l'exposition aux risques en les partageant sur tous les acteurs des chaînes de valeur agricoles. Il lie également les produits d'assurance au prêt fourni par les prêteurs aux acteurs des chaînes de valeurs.

Dans la mise en œuvre de l'assistance technique, le mécanisme renforce les capacités des institutions financières et des acteurs des chaînes de valeur puis

étend l'inclusion financière.

Quant à la bonification du taux d'intérêt, elle permet de tarifier les prêteurs en fonction de l'efficacité des prêts à l'agriculture et

de tarifier les acteurs des chaînes de valeur agricoles en fonction de la croissance financière, de la croissance de l'agro-industrie et de l'adoption des techniques.

S'agissant de mesures incitatives, elles consistent à amener les prêteurs à adopter des stratégies à long terme et à s'engager durablement dans le financement de l'agriculture. Elles se réalisent aussi à travers la récompense de la création de valeurs par les acteurs des chaînes de valeurs. ■



Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

23^{ème} Opération TELEFOOD



Appel Aux Sponsors

Contribuez à travers vos dons en nature ou en espèce à équiper 1000 jeunes et femmes en matériels agricoles en participant aux initiatives

« Camp du Futur » et « Simulgames »

Vos dons en espèce peuvent être faits par :

➤ Virement bancaire

7010231410356501 ECOBANK-TOGO

➤ Transfert d'argent mobile

T-Money

(228) 90 26 94 73
90 90 84 22

Flooz

(228) 99 95 19 89



@Telefood MAPAH TOGO



Telefood TOGO 2019



agriculture.gouv.tg/TELEFOOD



Secteur touristique au Togo : **La renaissance...**

Il est ouvert depuis hier, le 1er forum du tourisme à Lomé sous le thème : « contribution du tourisme à l'atteinte des objectifs du PND ». C'est le ministre de la culture, du tourisme et des loisirs, Kossivi Egbetonyo qui a présidé l'évènement au nom du Gouvernement. Durant deux jours, les acteurs impliqués dans ce secteur sont appelés à réfléchir sur la contribution du tourisme à l'atteinte des objectifs du Plan National de Développement (PND) à travers les trois axes. L'objectif est d'analyser tout le potentiel dont dispose le tourisme togolais pour contribuer au développement durable et à long terme du pays.



Kossivi Egbetonyo, ministre de la Culture, du Tourisme et des Loisirs

Le secteur du tourisme a connu des périodes de gloire dans les années 80. Mais après quelques années, le secteur a perdu ses repères.

Pour remettre le secteur sur la voie de la renaissance, ce forum vient à point nommé pour explorer les pistes de solution que connaît le secteur. Au cours de leurs échanges, les acteurs réfléchissent sur des différents thèmes tels que le financement dans le secteur du tourisme ; les différents produits touristiques pour l'atteinte des résultats du PND ; la démarche qualité dans le secteur du tourisme...

Il s'agit spécifiquement entre autres pour les participants de faire l'état des lieux sommaire de l'offre touristique actuelle dans ces différentes composantes ; proposer des structurations possibles de l'offre touristique en tenant compte des potentialités naturelles et culturelles du pays, des

infrastructures touristiques, hôtelières, de communications et d'organisations d'événementiels ; développer les perspectives en matière d'aménagement touristique pour les différents types de produits envisagés et en matière de renforcement ou de création d'infrastructures d'accueil, d'hébergement, d'organisation de conférences, de loisirs et d'événementiels ; présenter le degré d'intérêt accordé par les banques aux projets touristiques (aménagement des zones et sites touristiques, constructions d'infrastructures hôtelières, organisation des voyages touristiques) ; présenter la participation de la BOAD aux financements des projets touristiques en Afrique et au Togo ; développer les opportunités qui existent pour les opérateurs privés en vue du financement des projets par la BOAD ;

aborder le rôle des opérateurs privés du secteur touristique et des secteurs connexes (hôtellerie, restauration, agence de voyages et de tourisme, compagnies de transport aérien et terrestre, loisirs artisanat) pour l'atteinte des objectifs du PND...

Dans son discours, le ministre en charge du département, Kossivi Egbetonyo a livré quelques chiffres qui retracent la performance du Togo en matière de tourisme durant ces dernières années. « Il convient de retenir que notre pays le Togo a enregistré 712.000 touristes en 2018 et se positionne en Afrique de l'Ouest comme une destination touristique en pleine renaissance.

Les recettes hôtelières ont été de 48 milliards de F CFA et le nombre d'emplois directs de 8000 dans le sous-secteur hôtelier, étant précisé que le Togo était classé au 2è rang mondial en termes



de progression du tourisme d'affaires et de congrès, soit 46% entre 2016 et 2017 » a-t-il indiqué.

L'ambition du gouvernement est de faire passer la part du tourisme dans la création de richesse à hauteur de 4% du PIB en 2015 à 6,2% en 2022 (notamment grâce à la promotion du tourisme), de faire passer le nombre de visiteurs pour 100 habitants par an de 3,2 en 2015 à 5 en 2022 et les recettes par visiteur de 520 dollars à 700 dollars en 2022 et contribuer à créer au moins 10.000 emplois décents à même échéance.

Par ailleurs, pour la mise en œuvre du PND, il est attendu du secteur privé un financement de 65% du coût total estimé étant précisé qu'il est dénombré sur l'ensemble du territoire national, 762 établissements d'hébergement, 135 agences de voyages et de tourisme et 125 restaurants, soit au total 1022 structures touristiques à raison de 11 détenues par l'Etat et

1011, soit 98,92% détenues par le secteur privé.

Notons qu'il est également attendu le développement du tourisme de manière à positionner le Togo comme une destination touristique « bleue » en Afrique de l'Ouest à travers la diversification, l'accroissement et la valorisation de l'offre touristique (culturelle, artisanale, écologique, économique et sociale) et hôtelière à travers la labellisation systématique et le rating ; la facilitation du financement des investissements dans le secteur touristique et hôtelier ; l'amélioration du cadre normatif et institutionnel. ■



Révisé N°0416/23/12/10/HAAC
du 23 décembre 2010

**Directeur de la
Publication**

PETCHEZI P. D. Fabrice

**Comité de
Rédaction**

PETCHEZI Fabrice
Alain TCHEDRE
Prosper AWIH
Dick MESSAN (Stagiaire)
Cyrille SABLASSOU

Correcteur

S. Didier

Infographie
JPB

Adresse

Route du Contournement CEDEAO,
Agoè Démakpoè, non loin des rails
Tél: +228 90 15 87 53
+228 22 42 83 46

13 BP 152 Lomé-TOGO

Imprimerie

Direct Sprint

Tirage

1000 exemplaires



8 Développement



Programme d'Appui à l'Employabilité et à l'Insertion des Jeunes dans les Secteurs : Du matériel de laboratoire pour une réduction de moitié des coûts d'analyses et de certification de l'ITRA

L'Institut Togolais de Recherche Agronomique (ITRA) a réceptionné le jeudi dernier un équipement de laboratoire estimé à 134 794 636 F CFA dans le cadre du partenariat qui le lie au Programme d'Appui à l'Employabilité et à l'Insertion des Jeunes dans les Secteurs (PAIEJ-SP).

Composé de deux agitateurs numériques à plaque chauffante avec plateaux en céramique, de six kits extracteurs de Soxhlet et de vingt-quatre flacons volumétriques en pyrex 50 ml Classe A, cet équipement de laboratoire performant permettra à l'ITRA d'offrir une réduction de 50% sur les frais d'analyses réglementaires du laboratoire aux bénéficiaires du PAIEJ-SP et vient confirmer le rôle d'accompagnateur de programme à l'endroit des entreprises agroalimentaires, moteur dans les chaînes de valeurs promues et créateurs d'opportunités d'emplois aux jeunes. A terme, il s'agit d'améliorer la compétitivité de ces chaînes de valeurs par les entreprises partenaires du projet sur les marchés togolais, sous régional et international, à travers des produits de qualité, garantissant une sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Noël Koutéra Bataka, ministre en charge de l'agriculture qui a présidé la cérémonie de remise au nom de sa collègue Victoire Dogbé en charge de l'emploi des jeunes a relevé que le rôle de l'ITRA est de contribuer à réduire la pauvreté et à assurer la sécurité alimentaire durable aux populations par l'accroissement des revenus et l'amélioration de la productivité



agricole.

Un des principaux laboratoires nationaux, en matière de contrôle de qualité et de certification des produits agroalimentaires, l'ITRA a besoin de disposer des équipements de dernière génération en vue d'en faire des laboratoires de référence dans la sous-région en matière d'analyses physico-chimiques fiables, peut désormais, à en croire son Directeur Général, le Dr Lombo Yao, rendre l'ensemble de la gamme de ses services de laboratoires à moindre coût aux entreprises accompagnées par le projet, action entrant dans le cadre de la mise en œuvre de l'axe II du PND.

Georges Bohoussou, Représentant résidant de la Banque Africaine de Développement (BAD), principal partenaire technique du programme a réitéré la vision commune de son institution et celle du gouvernement togolais à appuyer la jeunesse et la création de l'emploi et de la richesse.

Cette remise de matériel

fait partie d'un vaste ensemble d'appui d'une valeur totale de 508 614 993 F CFA que le PAIEJ-SP apporte au ministère de l'agriculture à travers plusieurs interventions en l'occurrence, la mise en place d'un dispositif de mutuelle de santé au

profit des producteurs agricoles au Togo, l'équipement agricole pour l'INFA de Tové, l'appui pour la formation des jeunes entrepreneurs agricoles du PAIEJ-SP en techniques agricoles par l'INFA de Tové, et une étude de faisabilité pour la mise en place d'une assurance agricole au Togo.

Le PAIEJ-SP vise à créer les conditions d'une croissance économique plus inclusive à travers l'auto-emploi et l'insertion des jeunes dans l'économie formelle au Togo. Deux composantes majeures marquent les activités du programme. Il s'agit du développement des compétences entrepreneuriales des jeunes dans les secteurs

porteurs et de l'appui à la mise en place d'un dispositif inclusif de financement. Lancé en 2016 et couvrant l'ensemble du territoire national pour une durée de 5 ans, le PAIEJ-SP a permis 25 506 emplois directs pour une prévision de 19 600 soit un taux de réalisation de 130,13%, 88 116 emplois indirects pour un taux de 58,74%, le financement de 809 groupement sur 1000 soit un taux de 80,9%, celui de 774 jeunes sur 780, soit 99,23%, le financement de 12 PLE sur 12 soit 100%, la formation de 1005 jeunes sur 1200, soit 83,67% et la dotation de 3 274 152 073 F CFA alloués aux jeunes entrepreneurs des chaînes de valeurs promues. ■

Démocrate

60% de la main-d'œuvre dans l'agriculture familiale est féminine

Selon le Dr. Afeikhena Theo Jérôme, Conseiller spécial auprès du Commissaire au Département de l'Economie rurale et de l'Agriculture à la Commission de l'Union Africaine (AUC-DREA), les femmes africaines sont en grande partie responsables d'activités agricoles (maraîchage, élevage de volailles et des petits ruminants).

Le rapport annuel sur les tendances et les perspectives (ATOR) exposé depuis lundi à Lomé à l'occasion de la Conférence annuelle 2019 du Système régional d'analyse stratégique et de gestion des connaissances (ReSAKSS) a remis sur scelle la question du genre



dans les activités agricoles.

Le rapport intitulé "Egalité des genres en Afrique rurale : des engagements aux résultats" rassemble les différents résultats de la recherche nécessaire pour faire progresser l'égalité des genres en Afrique.

La finalité étant d'atteindre les objectifs d'élimination de la faim et de renforcement de la résilience fixés dans la Déclaration de Malabo de 2014. Une déclaration qui rappelle en substance aux Etats de consacrer 10% de leur budget à l'agriculture.

L'une des attentes de la rencontre de Lomé est d'arriver à rassembler les données pertinentes sur l'implication

des femmes dans les activités agricoles en Afrique et mesurer l'impact du genre.

"Nous parlons de trop sans agir. Le genre est tellement important que nous devons aller au-delà des conférences. Nous voulons des recommandations concrètes. J'espère qu'en termes de résultats, comme promis dans le thème de la conférence, nous ferons réellement progresser les femmes rurales", a plaidé le Dr. Afeikhena Theo Jérôme. ■



Prévention des conflits et violences, et de protection des droits de l'homme et de l'enfant : **La presse togolaise s'engage à travers une charte**

La presse togolaise dans toute sa composante a paraphé hier à Lomé une charte pour la prévention des conflits et violences, et de protection des droits de l'homme et de l'enfant. La cérémonie a été présidée par le ministre en charge du secteur, Foly Bazi Katari, en présence de la représentante résidente de l'UNICEF au Togo, organisme des Nations Unies qui pilote un projet sur la question et dont un volet a été d'ailleurs dédié aux médias, ainsi que du Président de la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication (HAAC).



Aimé Ekpé, Président de l'Observatoire Togolais des Médias (OTM), a salué une charte qui vient confirmer les grandes attentes de la société vis-à-vis de la presse pour la préservation d'un climat apaisé et la protection des

droits de l'homme et de l'enfant.

Pour sa part, Wilbronde Télou, Président de la HAAC trouve dans la ratification de cette charte l'engagement des Nations Unies à soutenir l'initiative de la presse

togolaise à prévenir les conflits et violences. Cela se traduit pour lui, par le grand volet destiné aux médias dans le projet de renforcement des capacités nationales et communautaires des acteurs pour la prévention des violences et conflits, et la protection des droits de l'homme et de l'enfant, initié depuis le début de cette année.

Pour finir, il a rappelé que l'implication de la HAAC dans ce processus cadre bien avec sa mission qui est de veiller à ce que les médias ne diffusent pas des messages dont la finalité est de saper la paix sociale, appeler à des actions concrètes dans la mise en œuvre de la responsabilité sociétale du journaliste surtout à l'orée des joutes électorales au Togo, sans pour autant se substituer aux acteurs politiques.

« Nul n'ignore le rôle de la presse dans la préservation de la paix dans la société », a-t-il conclu.

L'OTM, le CONAPP, l'UJIT, le SYNJIT, l'ATOPPEL, l'OPPEL, les médias publics, bref la presse togolaise dans son ensemble a adhéré à cette charte dont les modules et contours ont fait objet de deux ateliers majeurs de la HAAC tenus à l'intérieur du Togo. ■

Démocrate



et c'est reparti



économisez jusqu'à

40%

sur le

DÉDOUANEMENT

**de vos VÉHICULES
& MARCHANDISES***

jusqu'au 30 novembre 2019

* Marchandises sous douane en souffrance

Pour tout renseignement appelez le centre d'appels de l'OTR au **8201**

 Office Togolais des Recettes - OTR
 Office Togolais des Recettes - OTR
 Office Togolais des Recettes - OTR

8201
RENSEIGNEMENTS
8280
ANTICORRUPTION

FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg



22 Nov. 16^{ème}
9 Déc.
2019 Foire
Internationale de
LOME
Foire de toutes les opportunités

+ 1000
EXPOSANTS
300 000
VISITEURS



#tgfil16

**THÈME : LE E-COMMERCE POUR
UNE FORTE EXPANSION DES ÉCHANGES**



CENTRE TOGOLAIS DES EXPOSITIONS ET FOIRES DE LOME
BP: 10056 Lomé - Togo Tél: (00228) 99 44 62 83 / 90 31 76 37



www.cetef.tg



Pour des stratégies sexo-spécifiques plus robustes

Le rapport invite les gouvernements et les acteurs du développement à prendre nécessairement en compte les normes sexo-spécifiques dans l'élaboration des politiques publiques en lien avec l'agriculture. Ces normes façonnent le contexte de l'agriculture, les moyens de subsistance ainsi que le bien-être pour parvenir aux résultats escomptés.



"Selon l'indice du forum sur l'inégalité de sexe de 2018, un écart de 34% reste à combler entre les hommes et les femmes en Afrique subsaharienne. Dans les pays de la Cédéao, cet écart varie entre 30 et 42% et s'est aussi aggravé cette dernière décennie en raison des questions de sécurité", note Sékou Sangaré, Commissaire à la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) en charge de l'Agriculture, de l'Environnement et des Ressources hydriques.

"Au-delà des chiffres et des taux concernant les taux de féminisation de nos parlements et gouvernements, il est également important que le problème de la pénibilité du travail notamment des femmes et des jeunes dans les campagnes soit également pris en compte", suggère-t-il.

Pour sa part, Noël Koutéra Bataka, ministre togolais de l'agriculture a souligné que "les gouvernements et acteurs du développement ont besoin de meilleures données sur l'influence et l'impact du genre pour parvenir à combler l'écart entre les genres dans l'agriculture".

"La problématique a été suffisamment abordée et nous convions à produire de la connaissance et des éléments d'évidence pour

prendre afin d'induire une transformation réelle des modèles économiques de nos nations", a convié M. Bataka.

"A chaque fois qu'on a investi dans l'équité, la transformation au niveau des économies, nous devrions évaluer les impacts et ressortir les lignes directrices qui doivent nous servir d'outils méthodologiques devant

nourrir les réflexions et les mesures politiques à

compagnies de logistique ; producteurs ; transformateurs ; central d'achat; centre de formation ; pépinière d'entreprises, etc. "Il y a beaucoup d'intérêt pour le secteur privé. Notre mission, c'est d'accompagner au-moins 100 PME. Les projets à accompagner ont été retenus par l'État togolais et les études ont déjà été réalisées. La seule chose qui nous reste à faire c'est comment rendre ces projets réalisables en amenant le financement qui est dérisqué. Comme le gouvernement a déjà effectué les études, les projets ne peuvent pas échouer", rassure la présidente de Fica.

Au-delà de permettre aux pays africains d'accroître leur capacité de pouvoir commercer entre eux, Ticha pense que la Zlecaf devrait à termes, permettre de créer un marché unique et commun pour exporter à l'international.

"En restant sur le modèle de zone franche, on va pouvoir attirer les pays frontaliers qui vont venir ici non pas pour produire seulement pour le Togo mais aussi pour toute la zone. On pourra travailler de sorte à mettre en place une plateforme où tous les pays utilisent les mêmes infrastructures, harmoniser le système de production et le prix afin qu'il n'y ait plus de concurrence entre les pays de la zone mais produire avec un même label pour pouvoir exporter et être beaucoup plus compétitif", envisage-t-elle.

FICA, flamme d'une Afrique des possibilités

La Fica a vu le jour il y a une dizaine d'années au lendemain des objectifs post Cotonou (ACP-UE). Elle a pour principale mission de redéfinir un contour de partenariat gagnant-gagnant entre les pays africains et l'Europe et d'autres parties du monde. C'est pour ça

qu'elle travaille en étroite collaboration avec l'Union Africaine et la commission des nations unies pour l'Afrique en tant que partenaire d'implémentation des projets structurants des pays.

La Fédération internationale des chambres consulaires d'Afrique (Fica) travaille aux côtés des Etats de l'Union Africaine pour l'implémentation de la zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf).

Le rôle de la fédération, c'est de travailler avec les ministères impliqués pour identifier les PME/PMI qui sont déjà sur le marché et qui ont un potentiel de développement pour renforcer leur capacité dans tout ce qui concourt à l'amélioration de la production, les infrastructures de transformation, le conditionnement afin de prévenir les problèmes de normes, de standard, de qualité.

"En Afrique, nos PME sont trop jeunes. Donc, on a besoin d'un incubateur pour les aider à grandir mais on ne peut pas calquer un modèle de réussite individuel. Il faut un effet de masse et le meilleur moyen, c'est de leur donner à la fois des capacités entrepreneuriales et en même temps les mettre sur une même plateforme afin que celui qui est dans le service puisse travailler pour celui qui est dans le coton et que entre eux, ils puissent commercer", détaille Ticha Virginie, présidente de la Fica.

"Si les infrastructures sont de qualité et qu'on garantit les normes et les standards, les banques seront beaucoup plus favorables à financer parce qu'elles voient les projets à termes et les PME ne sont pas seules parce qu'on l'accompagne en même temps", persuade Ticha.

alimentaires (IFPRI) travaille à la recherche de solutions durables pour éradiquer la faim et la pauvreté.

Créé en 1975, il a pour objectif d'identifier et d'analyser des stratégies et des politiques nationales et internationales qui permettront de répondre aux besoins alimentaires du monde en développement, en accordant une attention particulière aux pays à faibles revenus et aux groupes les plus pauvres dans ces pays.

nous permettre d'avoir des stratégies sexo-spécifiques afin d'induire une amélioration significative dans l'épanouissement au-delà de nos discours et de nos belles paroles", a martelé le ministre de l'agriculture.

Le rapport ATOR est publié par le Système régional d'analyse stratégique et de gestion des connaissances (ReSAKSS), un programme coordonné par l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI).

L'Institut international de recherche sur les politiques

Palakiyém S.

Palakiyém S.

Zlecaf : Togo, pays pilote et modèle !

Tout va commencer par le Togo et sa réussite servira de modèle pour d'autres pays. Pays membre de l'Uemoa et de la Cédéao où la libre circulation des biens et services est déjà une réalité, Ticha Virginie estime que le Togo jouit d'un certain nombre d'avantages comparatifs dont il faut se servir.

"Vous avez le port autonome de Lomé qui est l'un des ports avec le meilleur trafic de la zone. Il y a aussi sa zone franche où on peut facilement installer une base d'exportation. Un autre aspect qui n'est pas négligeable, c'est le guichet unique (Seguce). Le Togo également, parce que le pays a cet avantage d'avoir un positionnement stratégique qui fait de lui un carrefour. Donc, ce sont des infrastructures qui existent déjà et il faut se servir de ces avantages", avance Ticha Virginie, présidente de la Fédération internationale des chambres consulaires d'Afrique (Fica).

Si la mise en œuvre effective de la Zlecaf est attendue à partir du 1er Juillet 2020, le Togo est déjà bien parti.

Objectif 100 PME

La Fédération internationale des chambres consulaires d'Afrique s'est fixée comme objectif d'accompagner au-moins, 100 PME par pays, par an.

Sollicitée par le gouvernement togolais pour la mise en œuvre de la plateforme multi logistique inscrite dans l'axe 1 du plan national de développement (PND), la Fica est en train de travailler avec Togo Invest, l'un des instruments de l'État pour la structuration afin de mettre en place un maximum de partenariat public-privé (PPP). Ce projet qui se veut très inclusif dont les études sont déjà terminées consiste à regrouper sur une même plateforme, banques ; assureurs ;





SECRETARIAT D'ETAT CHARGE DE L'INCLUSION
FINANCIERE ET DU SECTEUR INFORMEL
DELEGATION A L'ORGANISATION DU SECTEUR
INFORMEL (DOSI)

**FORMALISATION DE
VOS ACTIVITES POUR
UNE PARTICIPATION
INCLUSIVE**

**A partir du
11 novembre 2019**

Contact: 22 20 24 13

